

République du Tchad

Mémoire du Groupe de Réflexion de l'Opposition Tchadienne en Egypte

Le président Idriss Deby : Danger réel pour l'Afrique

La république du Tchad qui a accédé à la souveraineté internationale en 1960, est située au cœur de l'Afrique. Sa superficie est de 1 284 000 km², avec une population d'environ 12 millions d'habitants, sa capitale est N'djamena. Elle appartient à la zone franc, sa monnaie est le franc CFA. Ce pays, déjà au lendemain de son indépendance a été secoué par des turbulences qu'il n'arrive à surmonter jusqu'à nos jours. Ces turbulences qui se sont transformées en rébellions armées, alors qu'elles étaient justes des soulèvements populaires, ont pour principale cause, l'injustice. Le régime actuel de Deby, qui a suscité tant d'espoir à son avènement en 1990, surtout avec l'organisation de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) en 1993, s'est avéré le plus horrible de tous les régimes qu'a connus ce pays. Rappelons que la position géographique du Tchad permet d'avoir un regard stratégique sur les quatre sous-régions qui l'entourent.

Ce mémoire est l'œuvre du groupe de réflexion des opposants tchadiens établis en République Arabe d'Egypte. En effet, ce groupe d'opposants au régime sanguinaire dirigé par un homme pervers et paranoïaque qui sème la misère, la désolation et la terreur au Tchad met à votre disposition le présent document. Ce Monsieur sans foi ni loi, est prêt à tout, pour assouvir ses désirs et satisfaire ses caprices.

Le danger que représente son régime est loin de se circonscrire au niveau du peuple tchadien martyr de la violence, des viols, de la terreur, de l'intimidation, des liquidations physiques voire des massacres collectifs qui s'abattent sur lui.

Aucun respect des droits humains n'est observé dans ce pays. De plus, une main basse est imposée sur les richesses du pays par Deby et son entourage. Le confort inattendu dans lequel Deby et sa famille se sont retrouvés les a dépourvus de toute raison. Ces ressources sont utilisées avec extravagance dans des domaines qui ignorent totalement l'intérêt général de la nation tchadienne.

Nous rappelons que le Tchad a, depuis 2003 rejoint le club des pays producteurs et exportateurs du pétrole. Mais cette situation ne s'était pas traduite par un engagement dans la voie du bien être social des tchadiens. Au contraire, elle a contribué plutôt à accentuer leur misère.

La paupérisation a atteint des niveaux insupportables pendant que des parvenus gravitant autour du pouvoir, affichent une richesse insolente. Malgré la manne pétrolière et les potentialités agricoles du pays, les menaces de la famine persistent à cause de la mauvaise gouvernance.

Dans le domaine de la santé, les tchadiens sont les plus exposés à toutes sortes de maladies à cause de la faiblesse des infrastructures sanitaires adéquates, de l'absence des médicaments appropriés et de l'inadéquation de la formation du personnel médical. Le tout accentué par les mauvaises conditions de vie et l'incohérence du régime en matière de politique sanitaire.

En matière de l'éducation, il n'est pas du tout exagéré de dire que le Tchad n'est pas loin de la catastrophe dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement. En effet, le niveau atteint par la

négligence du système éducatif dans le pays peut aisément être qualifié de compromettant pour l'avenir du peuple tchadien. Mieux, aucun souci n'est manifesté par les hautes autorités du pays afin d'arrêter cette hémorragie.

Les projets relatifs au développement des infrastructures et des services sont transformés en *leviers de détournement de deniers publics*. Ils servent juste, de façade pour organiser des appels d'offre truqués dont les bénéficiaires sont déterminés d'avance. Ce sont des entreprises appartenant à la famille de Deby ou à son clan qui raflent de façon systématique la mise. Il faut souligner cependant, qu'il ne s'agit que des entreprises fictives. Une fois qu'elles ont le marché, elles le cèdent à des entreprises qualifiées, mais moyennant une ristourne équivalente au moins au tiers (1/3) du montant global de l'opération. Le manque à gagner enregistré par l'entreprise bénéficiaire de cette manœuvre est supporté par la qualité de l'ouvrage qui sera frappé de plusieurs failles sur lesquelles les autorités compétentes sont obligées de fermer les yeux. Car, les mobiles sont connus et gare à celui qui daignera chercher des poux sur la tête d'un chauve. Pourquoi les tchadiens ne réagissent-ils pas face à ce grotesque mépris ? C'est tout simplement, la peur vis-à-vis du régime dictatorial et répressif qui justifie ce recroquevillement.

Pour asseoir un tel système, Deby a choisi d'abord de s'attaquer à l'armée. En effet, malgré les résolutions de la CNS appelant à la constitution d'une armée nationale républicaine, située au dessus de tout soupçon le régime est resté sourd. Appel relayé par la tenue des états généraux de l'armée, tenus à N'djamena du 15 au 20 Avril 2005 qui, non seulement ont rappelé les résolutions de la CNS, mais les ont traduites en programme qui n'attend juste que le feu vert pour être appliqué. Il faut ajouter à ce dispositif local, la contribution des bailleurs de fonds à travers le programme de Démobilisation, de Désarmement et de Réinsertion (DDR). Deby a choisi délibérément le démantèlement de l'armée en l'engageant dans des guerres internes et interminables contre des rébellions à qui il a imposé cette voie. L'armée doit être utilisée par ailleurs, comme légion étrangère afin de procéder à démontrer les muscles du despote de N'djamena qui en même temps empoche les prestations de service de celle-ci.

Soulignons par ailleurs, que Deby a toujours fermé la porte à tout dialogue sincère pour mettre un terme à ces guerres fratricides inutiles, qui hypothèquent considérablement tout effort de développement du pays.

Ce processus qui devrait déboucher sur la constitution d'une armée républicaine a été en effet, classé.

A la place de cette institution indispensable tant souhaitée par les tchadiens, il a préféré ériger une milice constituée essentiellement des éléments de sa famille et de son clan. Il s'agit de sa garde prétorienne acquise totalement à sa cause dont le sort est intimement lié au sien. Sa vocation première est de semer la terreur et l'intimidation en faisant usage sans limite de la force et de la violence. Les liquidations physiques, viols et massacres enregistrés à son actif sont légion.

Elle est appuyée pour mener à bien ses sales besognes par sa police politique, l'Agence Nationale de Sécurité (ANS) qui excelle dans l'art de la délation et de la collecte des fausses informations accusant pêle-mêle en fabricant des horribles histoires contre telle personne ou telle autre ; souvent pour régler des comptes liés à des problèmes personnels. Ce dispositif est soutenu et entretenu grâce aux ressources du pays amassées et concentrées injustement entre les mains du tyran. Il convient

d'ajouter que les intimidations et la terreur sont par fois relayées par la corruption visant des chefs des partis politiques de l'opposition ou des cadres qui les constituent pour les amener dans le giron du parti au pouvoir ou en faire au moins des partis satellites du Mouvement Patriotiques du salut (MPS), dont les pratiques sont celles d'un véritable parti Etat.

Ce verrouillage de la situation interne a ouvert l'appétit à Deby de se donner un nouveau rôle qui dépasse le cadre national. C'est ainsi qu'il s'était autoproclamé sans le consentement de ses pairs, chef de fil de l'Afrique Centrale au lendemain du décès du feu Oumar Bongo Ondimba.

Les autres chefs d'Etat de la sous région ont préféré ne pas réagir soit par dépit pour les uns, soit par pudeur ou indifférence pour les autres ; soit enfin par obligation vis-à-vis de Deby. Ce dernier a interprété le silence de ses pairs comme étant un consentement. Ne dit-on pas que : qui ne dit mot consent ! Le comble, Deby ne s'arrête pas seulement à ce niveau. Il va plus loin et s'octroie un périmètre qu'il considère comme sa chasse gardée dans la sous région de l'Afrique Centrale. Mieux, il n'a pas hésité à envoyer des messages clairs dans ce sens. Nos frères de l'Afrique australe furent la première victime à avoir subi les stupidités que Deby entend faire appliquer à la sous région. Pour être complet dans cette introduction, nous devons signaler que la disparition de Kadhafi a ouvert des nouvelles ambitions pour Deby. Car, il rêve se substituer à ce dernier. Le nombre des conférences internationales qu'abrite N'djamena ces temps-ci rappelle un peu Tripoli et Syrte. Ces ambitions démesurées cachent mal le danger réel que représente ce personnage pervers au continent africain. N'oublions pas de signaler au passage qu'aucune des cinq sous régions du continent n'a été épargnée, soit par les ingérences de Deby dans ses affaires intérieures, soit par une provocation qui sonne comme un défi.

A présent, passons en revue les différents signaux de menace réelle que fait peser Deby sur chacune de ces cinq sous régions du continent à savoir, l'Afrique australe, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique du nord et l'Afrique de l'Ouest.

1) L'Afrique Australe

En Afrique Australe, Deby n'est pas passé par quatre chemins, il s'est attaqué directement à la Nation Arc en Ciel. Il estime en effet, que celle-ci a osé toucher à sa chasse gardée. En conséquence, elle mérite une leçon qui a valeur de résonnance : « à bon entendeur salut » ; et ce, par rapport à ceux qui songent essayer une telle aventure.

De quoi s'agit-il en fait ? La République Centrafricaine et l'Afrique du Sud sont liées par un accord de défense signé en décembre 2012 aux termes duquel cette dernière assurera la formation de l'armée centrafricaine et contribuera à la défense de l'intégrité territoriale de la RCA en cas d'agression extérieure.

S'il faut ajouter à cette considération, l'accord de Libreville qui appelle à un cessez le feu immédiat entre les belligérants ainsi que la sommation adressée à la rébellion par la Communauté Economique des Etats de L'Afrique Centrale notamment, par la voix de son Président en exercice qui n'est autre qu'Idriss Deby fixant une ligne rouge (Damara, où sont stationnées les forces de la FOMAC, majoritairement constituées des tchadiens, plus de 700 hommes) à ne pas franchir. Il est établi que les soldats sud africains n'ont fait que leur devoir en stoppant la progression des rebelles de la Seleka qui ont décidé de marcher sur la capitale Bangui.

C'est dans ce contexte que le maître de N'djamena a décidé de voler au secours de la rébellion dont la marche sur Bangui a été stoppée par les troupes sud africaines. En effet, dans la nuit du 23 au 24 mars 2013, un escadron de la garde prétorienne de Deby fort de plus d'une trentaine de véhicules lourdement armés avait fait sauter le verrou de l'entrée de la capitale installé au niveau du kilomètre 12 et défendu par les troupes sud africaines qui y sont stationnées conformément aux desideratas des deux parties liées par l'accord susmentionné. Cette attaque a bénéficié de la complicité de la force (FOMAC) stationnée à Damarra.

Comme vous l'auriez constaté, ce monsieur ne lésine ni sur les moyens, ni sur l'ampleur de la casse pour atteindre son objectif. Les soldats sud africains tombés en mission, les armes à la main en RCA, ont été bel et bien massacrés par la garde prétorienne de Deby et non comme on tente de le faire croire, par les éléments de la Seleka.

Si telle est sa réaction face à un pays qui se croit ne pas être à la portée de main des nains comme Deby, quel est alors, le sort de ceux qui se trouvent avec lui dans la même sous région de l'Afrique Centrale ?

2) L'Afrique Centrale

En effet, l'Afrique Centrale a permis, par son silence qui n'est pas complice, mais qui peut s'expliquer par les raisons ci-haut évoquées, au despote de N'djamena à s'ériger en gendarme de la sous-région. Enumérons sommairement les différentes interventions militaires de celui-ci dans la zone.

D'abord en 1994, la France liée au Rwanda du président Juvénal Habyarimana par un accord de défense avait été sollicitée par ce dernier de lui prêter main forte face à la rébellion des Tutsis qui menaçait son régime. Il s'agit de la fameuse opération dite Turquoise qui empêche jusque là une normalisation effective des relations entre ces deux pays. La France savait que dans cette opération il y avait de sales besognes qu'elle n'entend nullement prendre la responsabilité d'impliquer directement ses soldats pour les exécuter.

D'où l'idée d'une force supplétive à même de jouer un tel rôle. Deby n'attend pas mieux. C'était une occasion pour lui de se rapprocher des Autorités Françaises d'une part et d'exhiber ce rapprochement avec la France, à ses pairs africains surtout francophones, pour dire désormais qu'il est le chouchou des français d'autre part. C'était dans ce contexte que des éléments tchadiens ont participé en tant que force supplétive aux troupes françaises au Rwanda. Le Tchad de Deby est donc coresponsable des massacres perpétrés au Rwanda par les autorités de l'époque. C'est le premier acte d'interférence dans les affaires intérieures d'un pays de l'Afrique Centrale.

En 1997, c'était le tour du Congo Brazzaville d'enregistrer l'ingérence de Deby dans ses affaires intérieures. En effet, ce pays avait connu à cette époque une insurrection animée par l'ex Chef d'Etat Sassou Nguessou qui s'est très vite transformée en guerre civile.

En tant que militaire, Sassou a su s'appuyer sur l'Angola qui dispose des troupes aguerries et il a également bénéficié d'un apport non négligeable du Tchad. Il s'agit d'un contingent militaire envoyé par Deby pour se fondre dans la milice de Sassou appelée les « Cobras ». Ces deux paramètres ont permis à Sassou de faire la différence.

Une année plus tard en 1998, le président Kabila père a été menacé par une rébellion qui tentait de renverser son pouvoir. Ce dernier n'a pas hésité à appeler à sa rescousse Idriss Deby dont l'appétit pour des opérations mercantiles est connu de tous. C'est ainsi qu'une couverture devant donner une pseudo légalité à l'immixtion du Tchad a été concoctée entre Kabila, Kadhafi et Deby.

Vous vous en doutez, Kabila était prêt à tout donner pourvu qu'il arrive à sauver son pouvoir. N'oublions pas de rappeler que la RDC dispose d'un sous sol réputé très riche, surtout en pierres précieuses notamment le diamant qui aiguise l'appétit de Kadhafi et de Deby.

Ainsi un arrangement fut très vite trouvé entre le trio. Le rôle que doit jouer chacun s'articule comme suit:

Kadhafi doit s'occuper de l'intendance, il lui revient de financer l'opération et d'équiper le contingent tchadien qui sera engagé. Vous pouvez l'imaginer, la prime générale d'alimentation, la fameuse PGA était versée au maître de N'djamena qui la gèrera à sa guise. Et ce, en sus bien entendu de la manne réclamée pour apprêter le contingent.

Deby doit quant à lui, envoyer les troupes qui seront capables non seulement de stopper la progression de la rébellion mais plutôt d'anéantir celle-ci.

Kabila, le premier intéressé, une fois son pouvoir sauvé, aura à faire de ses deux alliés des partenaires privilégiés dans l'exploitation des richesses minières de la RDC.

Malheureusement pour ces pêcheurs en eau trouble, leur allié a été emporté par une révolution de palais.

La casse a été terrible pour le contingent tchadien qui a perdu plusieurs centaines des soldats envoyés en aventure par Deby, à cause de la méconnaissance du terrain, mais également de la détermination des rebelles congolais qui n'ont affiché aucun signe d'intimidation.

Cette débâcle a été masquée par le tyran de N'djamena. Le nombre des soldats tués est resté méconnu des tchadiens jusqu'aujourd'hui et les parents des victimes n'ont eu aucun geste de consolation de la part des autorités du pays. Le réconfort d'usage dans pareilles circonstances, a totalement fait défaut. A ceux qui sont rentrés vivants, Idriss Deby a intimé l'ordre de rester silencieux par rapport à ce qui s'est passé en RDC. En contre partie, des grades ont été octroyés. C'est pourquoi ils sont enclins à vivre dans l'anonymat.

Ce jeu de démonstration des muscles en Afrique Centrale a atteint son paroxysme en République Centrafricaine (RCA). On peut noter que ce pays a connu des renversements successifs des deux régimes. Le premier est issu des élections libres et transparentes attestées par des observateurs de la communauté internationale. Il s'agit du régime du Président Patassé qui a été chassé par l'ancien chef d'état major le général François Bozizé grâce à l'appui franc de Deby. Il est même permis de dire sans aucune exagération que se sont les troupes de N'djamena qui ont marché sur Bangui la capitale, quant aux éléments de Bozizé, ils ont juste joué le second rôle.

Pourquoi cet acharnement ? En effet, le Président Patassé qui fut trop proche de Deby, a fini par connaître l'homme et a eu la conviction que ce dernier nourrissait des ambitions démesurées. D'où sa décision de prendre un peu de recul et de se rapprocher des autres leaders africains susceptibles

de contrecarrer l'appétit de ce dernier à vouloir faire de lui un simple vassal. Il n'a pas eu mieux que le colonel Kadhafi pour jouer ce rôle.

Dans cette démarche, il a dû oublier au passage que c'était Deby qui l'avait recommandé à Kadhafi. Il s'agit donc d'un crime de lèse majesté impardonnable, c'est ainsi que la décision de le faire débarquer a été prise. En 2003 les Chefs d'Etat membres de la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), étaient réunis en conclave à Niamey au Niger lorsqu'ils ont appris que les insurgés centrafricains sont aux portes de Bangui, tout le monde a été pris de court. Sauver le régime de Patassé est devenu pratiquement une mission impossible. Pendant ce temps, Deby n'hésitait pas à berner Patassé en déclarant devant ses pairs qu'il aidera son frère Patassé à inverser la tendance. Alors qu'il savait pertinemment que les carottes sont déjà cuites.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets, Bozizé installé au pouvoir à Bangui en 2003, recevait pratiquement des directives de N'djamena pour diriger son pays. Progressivement, il a réalisé que le poids de son mentor devient insupportable. Alors, il a commencé à desserrer l'étau en cherchant à nouer avec des Etats dont le poids pourrait s'avérer à même de contrer une éventuelle réaction négative de Deby. Le choix est tombé sur la Libye de Kadhafi et l'Afrique du Sud. Avec cette dernière, il a dû même signer un accord de défense. Mais c'était mal connaître Deby. Il le suivait de prêt et il n'attendait que la première faille pour se débarrasser de lui.

Celle-ci est arrivée avec la disparition de Kadhafi pour qui, grâce à son pétrodollar, Deby voue tout au moins une certaine obligation. Avec l'Afrique du Sud la vigilance n'est pas de mise, car, elle connaît mal le boss autoproclamé de l'Afrique Centrale. C'est pourquoi, elle n'avait pas pris au sérieux les menaces que Deby pouvait faire peser sur la RCA.

C'est ainsi que le Président Bozizé avait, le 24 mars 2013 pris le même chemin que son prédécesseur Patassé. Première étape le Cameroun sur la route de l'exil.

Aujourd'hui, la Seleka est aux affaires en RCA, bien sûr elle a été aidée voire installée par Deby. Mais il convient d'ores et déjà de souligner que l'épée de Damoclès est déjà suspendue sur sa tête. Cette épée a pour nom Abdoulaye Miskine qui fut hier un allié objectif de la rébellion qui, a conquis aujourd'hui le pouvoir en RCA. En effet, cet homme est un farouche opposant à Bozizé. Car, il est proche à feu Patassé. En conséquence, il considère Bozizé comme étant la source de leur malheur. Malgré cette considération qui doit en principe le conduire à se placer dans le camp des nouveaux maîtres de Bangui, il a préféré plutôt se démarquer. Pire, il a même déclenché les premières hostilités contre le nouveau pouvoir. De sources sûres, il a été discrètement armé par Deby qui l'a conseillé de se mettre à l'écart en attendant de mesurer le degré de soumission des nouveaux dirigeants. La moindre défaillance de ceux-ci pourrait déclencher son heure.

Telle est aujourd'hui la situation que Deby a créée en Afrique Centrale, qu'en est-il de ses ambitions en Afrique de l'Est à travers son voisin, le Soudan?

3) L'Afrique de l'Est

Le prétexte d'une rébellion armée tchadienne opérant à l'est du Tchad a été amplifié de façon surdimensionnée par Idriss Deby dont l'objectif est de créer les causes d'un véritable séisme au Soudan.

Il faut rappeler qu'au lendemain de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) organisée au Tchad en 1993, beaucoup des tchadiens ont été déçus par la volonté délibérée d'Idriss Deby à ignorer les résolutions de ce forum sur lequel beaucoup des tchadiens ont placé un immense espoir de renouer enfin avec la paix. Les résolutions et recommandations de ces assises ont été, soit vidées de leur sens, soit contournées. Le pays revient à la case départ. Deby a toujours clamé haut et fort qu'il a débarqué Hissein Habré par la force. En conséquence, il n'entend nullement engager le Tchad dans la voie d'une réforme conséquente pouvant le conduire à l'institution d'un régime démocratique qui le priverait de réaliser ses ambitions personnelles. A savoir, installer une dictature qui lui confère tous les pouvoirs. Autrement dit, mettre en place un pouvoir personnalisé qui ne peut l'obliger à rendre de compte à qui que ce soit. Pour ce faire, il peut s'appuyer sur son clan qui fait primer ses privilèges en excluant toute forme d'ouverture. Plus grave, Deby n'hésite pas à affirmer solennellement qu'il n'est pas arrivé au pouvoir par « un billet d'Air Afrique ». Il a accédé au pouvoir grâce plutôt au bout de son fusil. Il entend donc, exercer le pouvoir selon ses désirs et non plus, suivre les résolutions et recommandations de la CNS.

Ce comportement arrogant a poussé bon nombre des tchadiens à créer un peu partout dans le pays des foyers de rébellions (Au nord, au sud, à l'est et à l'ouest).

De toutes ces rébellions, Idriss Deby a ciblé de façon singulière celle qui opère à l'Est du Tchad. En effet, celle-ci pourrait lui offrir l'occasion de réaliser un rêve qui l'habitait. Il s'agit ni plus ni moins d'intervenir dans les affaires intérieures du Soudan, qui abrite une forte communauté similaire à la sienne. Soulignons que cette communauté entend jouer elle aussi, un rôle de premier plan dans son pays. Par ailleurs, le Soudan avant sa partition, occupait de par sa superficie le premier rang du continent, Deby voulait le rendre nain et donc facile à le faire plier. C'est ainsi qu'il a décidé dans un premier temps à aider le Mouvement de Libération du Soudan (MLS) de Abdalwahid Mohamad Nour. Comme ce dernier évolue en Europe, il est loin d'être à la portée d'une manipulation que Deby pourrait la lui imposée, alors, il a poussé à la scission du MLS avec l'avènement de la branche du même mouvement dirigée par Mini Arkou Minawi.

Cette première tentative n'a pas été à la hauteur des attentes de Deby. C'est pourquoi, il a décidé de créer une autre rébellion dirigée par des éléments issus de sa propre communauté se trouvant de l'autre côté de la frontière. Ceux-ci sauront agir selon ses orientations qui se confondent, selon lui, avec les intérêts de la communauté qu'elle soit au Tchad ou au Soudan. Ce fut la naissance du Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE) du feu Docteur Khalil Ibrahim.

Les ambitions du MJE sont claires, renverser le régime installé à Khartoum et permettre d'étendre le champ d'influence de la communauté sous le haut patronage bien entendu de Deby qui, de ce fait, aura droit de vie ou de mort sur toute personne installée aussi bien au Tchad qu'au Soudan.

Le baptême du feu de cette nouvelle rébellion a été inauguré par l'attaque de l'aéroport d'El Fâcher où près de quatre vingt (80) véhicules dirigés par la garde prétorienne de Deby ont pris part à l'opération aux côtés des éléments du MJE.

C'était grâce à ce nouveau venu sur la scène de la contestation armée contre le régime soudanais que Deby a trouvé son instrument de prédilection pour secouer le pouvoir au Soudan.

Pour bien baliser le terrain à ce nouveau support de sa politique au Soudan, il s'est appuyé d'abord sur le service rendu par des ONG fictives pour la plus part. La mission qui leur a été confiée par N'djamena, est de tout mettre en œuvre pour entamer la crédibilité du régime soudanais.

Elles doivent par des témoignages fabriqués ou imaginés relatifs a des massacres collectifs, des fausses communes, des viols ou de génocide qui seraient perpétrés par le régime soudanais ou des milices entretenues par le pouvoir de Khartoum contre les populations locales du Darfour afin de permettre la mise sur le banc des accusés le régime soudanais et au premier rang duquel, le Président Oumar Hassan Albéchir. Des centaines de milliards des francs CFA ont été engloutis dans cette opération qui a fini par déboucher sur la mise en accusation formelle du Président soudanais par la Cour Pénale Internationale. Rappelons juste au passage que le procureur de la cour Pénale internationale de l'époque avait séjourné plusieurs fois à Ndjamen. Séjours qui l'ont permis d'effectuer de missions secrètes au Darfour sous escorte tchadienne.

Ensuite, il faut procéder à la déstabilisation dans une seconde phase du régime de Khartoum jusqu'à sa mise à mort. Pour réaliser cet objectif, les troupes du MJE se trouvent confondues à la garde prétorienne de Deby, elles accèdent aux mêmes avantages et disposent des mêmes équipements que ceux destinés aux éléments de la protection de Deby. C'est ainsi qu'elles ont dû intervenir à chaque fois que le régime se trouvait mis à mal par la rébellion armée tchadienne.

Signalons que l'attaque d'Oum Dourman qui avait failli faire basculer la situation à Khartoum, fut la parfaite démonstration de la montée en puissance du MJE grâce au soutien multiformes de Deby y compris en ressources humaines. Les troupes du MJE sont au fil du temps devenues un instrument que le Président tchadien utilisait à sa guise. Rappelons-nous leur intervention aux côtés de son armée pour sauver le régime déchu de Kadhafi. Cette opération était de bout en bout initiée et commanditée par le tyran de N'djamena.

Le malheur du Soudan qui est imputable à Deby ne se limite pas seulement aux événements du Darfour. En effet, par une main discrète, Deby a su jouer un rôle actif grâce à ses moyens et conseils dans la scission du sud Soudan. Et présentement, il encourage l'Armée Populaire de Libération du Soudan (SPLA) branche du nord qui opère au sud Kordofan et au Nile Bleu à intensifier ses opérations armées contre le régime de Khartoum.

Enfin Deby a été à l'origine de la discorde entre l'Erythrée et le Soudan, deux pays frères appartenant à la sous région de l'Afrique de l'Est, malgré les liens historiques qui les unissent. Pour arriver à cette fin, Deby avait tissé une amitié intéressée avec son collègue Chef d'Etat d'Erythrée M. Issayas Afewerki afin de le pousser non seulement à se démarquer du régime de Khartoum soi-disant réputé dangereux pour la sous région, mais également d'inventer des faux arguments illustrés par des exemples imaginatifs dont seul Deby a l'art. C'est ainsi qu'il a fini par convaincre son

homologue érythréen ; d'où la période de froid que les relations entre les deux pays frères ont dû traverser.

C'est la manière qu'apprécie Deby pour remercier ses bienfaiteurs. Il n'hésite toujours pas à mettre en avant son habituelle ingratitude.

Comme vous l'auriez constaté, il s'agit bel et bien d'une menace réelle qui a pesé et qui continue à peser sur cette partie de l'Afrique. Et l'Afrique du Nord a-t-elle été ménagée

4) L'Afrique du Nord

Beaucoup de similitudes sont décelables entre les deux hommes, à savoir le défunt Kadhafi et M. Idriss Deby. Cependant, nous retenons celle-ci, qui nous paraît la plus frappante. La méfiance excessive des deux hommes à l'égard de leurs armées. Avant Deby, le Colonel Kadhafi a pris sur lui la responsabilité de démanteler son armée et en lieu et place, il a préféré installer ses fameuses brigades dirigées par ses propres fils.

En dehors de cette marque qui constitue un réel point de convergence entre les deux hommes, leurs relations qui paraissent empreintes de chaleur, et parfois de complicité, sont en fait des relations basées sur le chantage et la corruption. Les deux hommes savent, chacun dans son domaine s'activer à mener son rôle avec professionnalisme.

En effet, au lendemain de son accession au pouvoir avec l'aide entre autres de Kadhafi, Idriss Deby a chargé une équipe constituée des spécialistes tchadiens et étrangers pour monter un dossier solide à déposer au moment opportun devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) afin de contrer toute velléité hégémonique de Kadhafi. En tant que disciple de Habré, il ne semble pas prêt à oublier les ambitions de Kadhafi sur le Tchad.

Ce dossier mettra en exergue les dégâts causés par les troupes de Kadhafi lorsque celles-ci occupaient le nord du Tchad sous la couverture d'appui apporté aux forces armées du Gouvernement d'Union Nationale de Transition (GUNT). Ces dégâts sont effroyables. Ils peuvent aisément permettre la mise en accusation du Colonel Kadhafi par la Cour Pénale internationale. Deby n'a pas hésité à porter à la connaissance de Kadhafi le fait qu'il dispose d'un dossier solide hérité du régime précédent et qui pourrait mettre à mal le régime libyen si jamais ce dossier s'est vu déposé devant le CSUN.

Le colonel Kadhafi a mesuré l'ampleur de la gravité de la situation et a réellement pris peur. Deby saisit l'opportunité et propose un deal à son homologue. Aux termes de cet accord verbal, Idriss Deby s'abstiendra de saisir le CSUN et en contre partie, Kadhafi mettra à sa disposition des moyens financiers chaque fois que celui-ci manifeste le besoin. En sus, Kadhafi est tenu d'éviter de le contrarier surtout dans ses prises de position relatives à ses voisins de l'Afrique Centrale. Deby avait pu déjà faire usage de cette clause. Il a réussi en effet, à la faire avaler à ses pairs de la CEN-SAD et en particulier à Kadhafi en provoquant la chute de Patassé en RCA.

Notons par ailleurs, que l'appui apporté par Idriss Deby à Kadhafi face à l'insurrection libyenne n'a jamais été destiné en réalité à sauver le régime de ce dernier. Il vise plutôt à mettre la main sur les

moyens colossaux que Kadhafi fut contraint à confier à un faux ami qui n'a pas hésité un seul instant à en faire son patrimoine personnel. Il a profité en outre, de bien équiper son armée ainsi que les troupes de son allié le Mouvement pour la Justice et l'Égalité qui ont accompagné son armée dans son aventure libyenne. Il convient de noter à ce sujet que les engins motorisés fournis par Kadhafi aux troupes de Deby pour combattre les rebelles libyens sont aujourd'hui exhibés en tant que nouveaux équipements de la garde prétorienne de Deby.

Bref, les larmes versées par Idriss Deby au lendemain de la mort de Kadhafi n'étaient que de larmes de crocodile. En effet, le tyran tchadien n'a jamais porté Kadhafi dans son cœur. Tout ce qu'il faisait pour plaire à ce dernier était bel et bien intéressé et minutieusement intégré dans la logique du deal ci-dessus mentionné, liant les deux personnages. L'interview accordée par Deby à la chaîne arabe Aljazeera illustre bien le type des relations que Deby entretenait avec son ami Kadhafi.

La Libye qui était hier la vache à lait de Deby ne l'est plus. Après la révolution du 17 février 2011, les Nouvelles Autorités de la Libye n'inspirent plus confiance au tyran N'Djamena. Il est convaincu que ce pays ne serait plus jamais assujéti à la férule d'un nouveau dictateur. Car, le prix payé pour se débarrasser de Kadhafi est à la hauteur d'empêcher tout retour en arrière. Deby est conscient par ailleurs, que le seul choix qui s'impose au peuple libyen, c'est l'instauration d'un régime démocratique.

En outre, Deby ne peut ignorer les exactions perpétrées par ses troupes et celles de son allié le MJE (viols, meurtres, tortures, vols etc...) dans les villes libyennes notamment à Misrata. Cette blessure restera gravée à jamais dans l'esprit des libyens. D'où la manœuvre qui ressemble à une fuite en avant. Ne dit-on pas que l'attaque est le meilleur moyen de défense. En tout cas Deby vient de prendre l'initiative d'attaquer le premier en accusant les libyens de mettre à la disposition des tchadiens, des camps d'entraînement militaire et il va plus loin en exhibant la menace de demander une indemnisation à la Libye pour un million des mines posées au nord du Tchad du temps de l'ancien régime de Kadhafi. Ne s'agit-il pas d'une manière de rappeler le deal qui le liait à ce dernier et qu'il montre par la même occasion sa disponibilité à le mettre en application si jamais les Nouvelles Autorités Libyennes donnent leur assentiment ? Affaire à suivre.

N'oublions pas enfin de souligner que Deby a tenté d'exploiter la question du Sahara Occidental en faisant miroiter des yeux doux aux deux parties à savoir l'Algérie et le Maroc. Aux algériens avec qui, le Tchad entretient depuis fort longtemps des relations diplomatiques avec ambassades accréditées et abritées respectivement à Alger et à N'djamena, il préconise un partenariat privilégié. Et aux marocains, il propose le retrait de la reconnaissance que le Tchad a accordée au Front Polisario.

Toutes ces manœuvres sont dépourvues de toute sincérité. Elles visent plutôt un seul objectif, soutirer des intérêts matériels auprès des deux parties. Malheureusement pour lui la réaction d'Alger qui connaît ses points faibles, ne lui a pas laissé le moindre espace pour réaliser son dessein. Il a été contraint de revenir sur sa décision du retrait de la reconnaissance du front Polisario.

N'eut été la vigilance et la maturité de la diplomatie des deux pays maghrébins, cette situation pourrait conduire à crispier et tendre davantage leurs relations déjà difficiles. L'Afrique de l'Ouest a-t-elle été épargnée des convoitises de Deby?

5) L'Afrique de l'ouest

Pouvait-on par hypothèse admettre que le Togo de Eyadema père constituait le maillon faible pendant les dernières heures de son règne dans la sous région? Il faut rappeler qu'Eyadema au dernier moment de son pouvoir avait fait l'objet des contestations qui ont failli emporter son régime. Vu la gravité de la situation et surtout au regard du doute qui l'habitait sur la fidélité de son armée, il a sollicité discrètement le concours du despote de N'djamena.

Ce dernier n'a pas hésité un seul instant à donner son accord de principe. Les modalités pratiques de l'opération ont été très vite arrêtées tout comme d'ailleurs la définition des avantages de part et d'autre. A Deby l'enveloppe et à Eyadema la préservation de son pouvoir. Le deal a bien marché, sauf que le bilan de la casse en vies humaines dans le milieu des contestataires togolais était très lourd.

Cette intervention s'est avérée tellement lucrative que Deby a commencé par lorgner des opérations semblables partout, souvent au mépris des conventions internationales et de la morale. C'est ainsi qu'il attendait avec impatience la prochaine opportunité. Celle-ci lui a été offerte par Laurent Gbagbo, l'ancien Chef de l'Etat ivoirien.

En pleine guerre civile en Cote d'Ivoire, Gbagbo a été reçu officiellement à Ndjamen. Au cours de cette visite, ce dernier avait sollicité un appui militaire auprès de son ami Deby. Comme les deux pays ne disposent pas d'un accord en matière de défense, la formule utilisée avec le Togo a été retenue. Ainsi Deby, craignant les réactions de la France qui opérait elle aussi sur le même terrain mais, dans le camp opposé à celui de Gbagbo, le contingent tchadien a été fondu dans la milice de ce dernier. Dans tous les cas Deby n'a pas manqué d'empocher son enveloppe. Quant à Gbagbo la suite de sa dramatique aventure est connue.

L'insatiabilité de Deby à amasser plus d'argent n'a pas de limite. Elle l'a rendu pratiquement sourd et aveugle face aux risques incalculables qu'il en court. Cette pratique a été vérifiée par l'implication de Deby dans une opération qui a failli faire périr le Royaume de Bahreïn. Il s'agit de l'opération de falsification de la monnaie de ce pays. D'ailleurs, malgré l'intervention de plusieurs pays pour étouffer ce problème, le Royaume de Bahreïn n'entend pas classer cette affaire avant que les coupables ne soient traduits en justice.

La même logique a conduit Deby à exécuter un plan mis au point par son ami l'ancien gouverneur de l'Etat du Borno State. Ce dernier contestant à sa manière la succession d'Umaru Yaradua par Good Luck Jonathan avait décidé de créer une situation insurrectionnelle dans la partie nord du Nigeria pour faire des pressions sur l'Etat Fédéral. Il n'a pas trouvé mieux que de s'appuyer sur la position des fondamentalistes qui prônent l'application de la charia au nord du Nigeria considéré comme le fief des musulmans.

C'est ainsi que la branche armée de la secte Boko Haram avait vu le jour. Les armes et munitions utilisées par cette milice partent du Tchad. Egale à lui-même, Idriss Deby est étroitement associé à l'opération. Cette secte est aujourd'hui hors du contrôle de celui qui finançait son armement et son allié. En voulant recadrer ses actions, le pourvoyeur a failli lui-même laisser sa peau. Mais cela

n'est pas du tout suffisant pour l'exonérer de son forfait. Sa responsabilité ainsi que celle de son ami Idriss Deby ne souffrent d'aucun ombre de doute. Les Autorités Fédérales du Nigeria sont suffisamment outillées pour gérer ce dossier. *Wait and see.*

L'intervention du Tchad au Mali pourrait peut être faire l'unanimité si Idriss Deby qui l'a décidée à la va vite, avait su mettre la forme et avait comme unique objectif le sauvetage du Mali. En effet, il faut rappeler que le continent africain est subdivisé en cinq zones attestées par l'Union Africaine et reconnues comme telles sur le plan international.

Selon cette logique, chaque Etat qui vient de connaître un problème, doit le poser en priorité à sa sous région qui doit à son tour l'étudier et si nécessaire le porter devant l'Union Africaine pour trouver en concertation avec la sous région la solution appropriée. C'est ainsi que la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'était saisie du dossier malien. Ensuite, elle l'a porté au niveau de l'Union Africaine compte tenu de sa gravité. Cette dernière instance a estimé à son tour que le problème déborde par ses implications surtout financières les frontières du continent, d'où la saisine du Conseil de Sécurité des Nations Unies ainsi que l'Union Européenne.

Il est vrai aussi que les pays dits du champ ont trainé un peu le pas. Mais cela ne doit pas ouvrir la voie à une démonstration de force d'un autre pays africain surtout si celui-ci ne fait pas partie de la sous région concernée. Il faut reconnaître toutefois que le non empressement des pays de la CEDEAO d'envoyer des troupes au Mali s'explique surtout par des considérations liées à la logistique plus qu'autre chose. C'est pourquoi les dirigeants de ces pays s'activaient d'abord à s'assurer de la prise en charge effective des opérations avant de pouvoir amorcer leur déploiement. Cette attitude réfléchie ne doit susciter aucun mépris compte tenu de la conjoncture mondiale. Alors par décence, le Tchad ne doit pas se sentir investi d'un droit le permettant à contourner les premiers pays concernés au point de les ridiculiser.

La solidarité africaine qui s'impose à tous, doit être manifestée sans qu'elle ne soit empreinte du goût de frustrer les autres. Plaire à la France c'est bien beau, mais il convient de le faire avec modestie, courtoisie et élégance à l'endroit des autres Etats africains. La démonstration des muscles entreprise par Deby au nord du Mali n'impressionne personne, car la gesticulation et la fanfaronnade ne grandissent pas leur auteur. Plus on est modeste, plus on gagne l'estime et le respect des autres et on devient grand à leurs yeux.

Avant de clore ce chapitre, permettez nous de souligner que Monsieur Deby a déjà pris la décision de retirer ses troupes du Mali. Cette décision constitue en fait une parfaite illustration de la nature de l'homme décrite ci haut. Il s'agit d'un homme versatile et dépourvu de tout principe. Tout acte qu'il pose est intéressé. Dès qu'il constate que le mobile pour lequel l'acte posé fait défaut, il n'hésite pas un seul instant à fausser compagnie. C'est exactement ce qu'il venait de faire au Mali. Les bailleurs de fonds n'ont pas l'air de se bousculer pour renflouer les caisses destinées à alimenter l'opération « sauvons le Mali ». Cette lenteur constitue un prétexte suffisant pour que Deby décide de plier bagage.

Notre devoir et notre amour envers le continent que nous souhaitons paisible, stable, fort et prospère, nous ont guidés à brosser ce tableau sommaire et le mettre à votre disposition. Nous osons croire que l'Afrique décomplexée, ne peut permettre que ses fils, quel que soit leur rang, puissent envisager sans aucune impunité, souiller son image. Il est temps que l'Union Africaine s'intéresse non seulement au respect des droits humains, à l'émancipation des libertés à travers l'institution des régimes démocratiques, mais elle doit également être regardante à l'éthique et à la moralité de ceux

qui ont en main les commandes et la destinée des peuples africains. La morale et la probité sont des vertus dont la non observance doit être assimilable à un sacrilège.

Nous demandons à cet effet, à la communauté internationale de bien vouloir être à l'écoute du peuple tchadien martyrisé par un homme qui a mis en place un régime atroce qui ne recule devant rien pour se maintenir au pouvoir. Les tchadiens, surtout ceux qui refusent la soumission à l'injustice et à l'arbitraire, fondent un immense espoir sur celle-ci afin qu'elle prenne leurs doléances à cœur pour les aider à extirper ce danger et pacifier le Tchad.

Par ailleurs, nous tenons à rappeler que notre pays le Tchad est un carrefour des civilisations. Il abrite un peuple certes fier de soi, mais il est pacifique, ouvert et hospitalier. Les aspirations de ce peuple ont pour noms la justice condition sine qua non de la paix, de la liberté, du respect des droits humains et de la promotion de la démocratie. Notre devoir est donc, d'œuvrer sans relâche pour que ces aspirations soient transformées en une réalité palpable.

Le Tchad doit travailler pour se donner une image respectable et nécessaire à son développement économique et social. En outre, il doit se mettre sans délai à la disposition de l'Afrique afin d'apporter sa contribution car il fut longtemps marginalisé à cause de l'amateurisme politique de ses dirigeants surtout actuels. Notre pays, le Tchad est prêt à prendre la place qui est la sienne dans la marche du continent vers la création des Etats Unis d'Afrique. Ce noble objectif est le rêve tant convoité par les africains, toutes générations confondues.

De ce qui précède, nous, groupe de réflexion de l'opposition tchadienne établie en Egypte demandons avec insistance à la communauté internationale notamment, l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Nations Unies, la Ligue des Etats Arabe, la France et les Etats Unies d'Amérique de bien vouloir user de toute leur influence pour imposer à Deby d'organiser une table ronde inclusive pour régler définitivement le problème du Tchad.

Fait au Caire, le 25 Avril 2013

Pour le Groupe de réflexion

Adresse email : legrote2013@yahoo.fr

Tél : 00201092977043.

L'Animateur, Adoum Hassan Issa